



**Fédération  
Syndicale  
Unitaire – Coordination Régionale Languedoc-Roussillon**

Communiqué de presse

### **Forum Action publique – CAP 2022**

Dans le cadre de la consultation nationale « Action Publique 2022 », décidée par le gouvernement, se tient jeudi 11/1/2018 à Montpellier un atelier réflexif réunissant des agents de la Fonction publique, des usagers et des personnes extérieures.

Une session ouverte au public doit avoir lieu à Toulouse, le lendemain, pour annoncer les propositions issues de cette réunion.

Cette démarche doit alerter tous nos collègues car il s'agit de « réinterroger » l'action publique pour la transformer, et d'aboutir, d'ici 2022, à 60 milliards d'économie sur les dépenses publiques et à la suppression d'environ 120 000 emplois de fonctionnaires.

Nous ne pouvons que nous interroger quand le « coup de rabot » budgétaire et l'obsession comptable sont la base de toute politique en matière d'Action publique et quand l'idée selon laquelle le privé ferait mieux que le public est érigée en dogme pour mener cette « modernisation ».

Pour la FSU, la Fonction publique, telle qu'elle s'organise dans notre pays, joue un rôle primordial dans l'organisation sociale, qu'il faudrait développer et renforcer.

C'est parce que les agents de la Fonction publique sont recrutés de manière transparente, sur la base d'un concours, et parce que leur carrière se déroule indépendamment de toute notion de rentabilité, que l'exercice des missions publiques peut se faire en toute indépendance des pouvoirs politiques qui se succèdent et de manière équitable pour tous les citoyens.

Il est urgent de renforcer les agents publics dans leurs missions, de renforcer leur statut et de prévoir le déploiement vers de nouvelles missions pour préparer l'avenir.

L'atelier gouvernemental proposé ce jeudi à Montpellier interroge sur : « comment favoriser la participation des agents à l'amélioration du Service Public? »

Si nous avons été invités à débattre sur le sujet, en tant que première organisation des salariés du public dans l'ancienne région Languedoc-Roussillon, nous aurions pu proposer qu'il y ait des recrutements en nombre suffisant et que soit mis fin à la précarité, qu'on cesse d'être un des pays européens qui rémunèrent le moins les fonctionnaires, qu'on améliore l'égalité femmes-hommes dans les salaires et au niveau de l'accès à toutes les fonctions, qu'on respecte mieux la représentation des personnels et que le management public prenne enfin en compte les besoins des personnels et la nécessité d'améliorer leurs conditions de travail.

Faute d'avoir été invitée à débattre et à contribuer au diagnostic sur l'action publique, la FSU ne peut que dénoncer un semblant de consultation qui ne concernera finalement qu'une centaine d'agents publics et d'usagers triés sur le volet.

Le collectif FSU Occitanie-Languedoc Roussillon

Montpellier le 10/01/2018

**Contact** : Conchita Serrano, co-secrétaire régionale, Emmanuel BOIS - 06.76.46.85.49